

Article réservé aux abonnés

e premier ministre israélien,  
Benjamin Nétanyahou, a  
annoncé [jeudi 7 août]

## Agnès Levallois : « La guerre menée à Gaza est politique et n'a pas d'explication d'ordre militaire »

### TRIBUNE

**Agnès Levallois**

Spécialiste du Moyen-Orient

**L** vouloir prendre le contrôle de la bande de Gaza, déjà occupée à 80 %, avec comme objectifs le désarmement du Hamas, le retour des otages, vivants et morts, la démilitarisation de l'enclave, le contrôle sécuritaire israélien dans le territoire et l'établissement d'une administration civile alternative au Hamas et à l'Autorité palestinienne. Que veulent dire ces déclarations, et en quoi représentent-elles une nouvelle étape dans la guerre menée par Israël ?

La présidente de l'Institut de recherche et d'études sur la Méditerranée et le Moyen-Orient analyse, dans une tribune au « Monde », les déclarations du premier ministre israélien, Benjamin Nétanyahou, qui a annoncé vouloir prendre le contrôle total de la bande de Gaza.

Publié le 08 août 2025 à 21h00, modifié hier à 10h47 |  
Lecture 3 min.

Le premier constat est que rien n'est dit sur la façon dont ce plan pourrait être appliqué, et qu'après vingt-deux mois d'une guerre impitoyable menée contre ce petit territoire, l'armée israélienne n'a pas réussi à ramener les otages israéliens capturés par le Hamas, en dépit de considérables moyens militaires mis en œuvre. Les libérations n'ont été possibles que lors de trêves, et obtenues par la négociation. En déclarant vouloir maintenant les ramener vivants ou morts, le cabinet de sécurité a délibérément pris le parti de les sacrifier.

LA SUITE APRÈS CETTE PUBLICITÉ

Le ministre des finances, Bezalel Smotrich, a déclaré, le 22 avril, que sauver les otages ne constituait pas « l'objectif le plus important » d'Israël dans sa guerre contre le Hamas. Les ministres d'extrême droite qui participent à la coalition gouvernementale sont très clairs à ce sujet, ils veulent la réoccupation de la bande de Gaza. Ils entendent aussi prendre leur revanche après le démantèlement

des colonies de ce territoire, qui avait été mis en œuvre par le premier ministre de l'époque, Ariel Sharon [1928-2014], il y a pratiquement vingt ans jour pour jour. Ce point de vue est minoritaire dans le pays, mais le chantage que ces ministres exercent sur le gouvernement en menaçant de démissionner si une trêve était conclue leur donne un poids qui va au-delà de leur représentation politique.



Le premier ministre israélien, Benjamin Nétanyahou, à Jérusalem, le 27 juillet 2025.  
OHAD ZWIGENBERG/AP

L'objectif visant à désarmer le Hamas est sans cesse répété. Pourtant, ses capacités militaires ont été en grande partie détruites, et l'ensemble de ses dirigeants ont été tués. Certes, l'organisation dispose encore de moyens rudimentaires et continue à recruter, mais sans pouvoir armer les nouvelles recrues faute de capacités à s'approvisionner. Et, de fait, le territoire est démilitarisé. En revanche, ce que ne pourra pas faire Israël, c'est faire disparaître le mouvement. Un autre élément pour lequel aucune explication n'est donnée est celui de savoir où pourraient aller les Palestiniens de la ville de Gaza. Ils sont environ 1 million, et l'armée devrait les évacuer pour ratisser la zone.

## Pression internationale


Autre point problématique de ce plan : le futur de la gouvernance de l'enclave. Les autorités politiques israéliennes ont toujours voulu décider de qui devaient être leurs interlocuteurs palestiniens, à l'image de la création de groupes de collaborateurs, les ligues de village, dans les années 1970. Cette stratégie n'a pas fonctionné – et elle est vouée à l'échec, car les Palestiniens qui accepteraient seraient considérés comme des collaborateurs. De même, aucun pays arabe ne se proposera pour l'administrer, et au nom de quoi le ferait-il ? Le combat des Palestiniens est d'obtenir la reconnaissance de leurs droits et de leur souveraineté ; évacuer ce point est un non-sens.

L'analyse de ce plan démontre que la guerre menée à Gaza a une dimension avant tout politique et n'a

pas d'explication d'ordre militaire. La position de la haute hiérarchie militaire, et en particulier celle du chef d'état-major, Eyal Zamir, qui a exprimé son opposition à une opération terrestre, va dans ce sens. Ce dernier a même alerté les ministres sur le risque de tomber dans le piège du Hamas. L'intervention dans des zones à forte densité démographique, où se trouvent probablement les otages, les condamne.


Le Forum des familles d'otages considère que l'occupation totale de l'enclave signe l'arrêt de mort de ceux qui sont encore vivants. Et d'ajouter : « *La décision du cabinet de lancer le processus d'occupation de la bande de Gaza est une déclaration officielle de l'abandon des otages, tout en ignorant complètement les avertissements répétés de l'échelon militaire et le désir clair de la plupart de l'opinion publique en Israël.* » De plus, l'opération militaire risque de durer des mois, alors que de nombreux réservistes ne veulent plus rejoindre leurs unités et que l'institution est usée.

On peut dès lors se demander si Nétanyahou ne joue pas son va-tout pour échapper aux poursuites judiciaires. D'autant que la pression internationale s'accroît sur lui, avec la démarche du président Macron qui entend reconnaître l'Etat palestinien en septembre, et alors que plusieurs pays, le Royaume-Uni, le Canada, le Portugal, lui ont emboîté le pas. Le jusqu'au-boutisme du gouvernement actuel peut inciter les pays qui hésitaient encore à reconnaître l'Etat palestinien, ce qui isole un peu plus l'Etat hébreu. La décision que vient de prendre l'Allemagne [vendredi 8 août] de suspendre les exportations d'armes qu'Israël pourrait utiliser à Gaza démontre l'insupportable de la situation, que même les plus proches alliés dénoncent.

**Lire aussi la tribune** |  [Elie Barnavi et Vincent Lemire : « Monsieur le Président, si des sanctions immédiates ne sont pas imposées à Israël, vous finirez par reconnaître un cimetière »](#)



Lorsque le premier ministre est sous pression, il tente une diversion, ce qui lui permet de poursuivre son objectif : faire que la vie des Palestiniens soit à proprement parler invivable et les faire partir de l'enclave. Pendant ce temps-là, les bombes continuent de pleuvoir sur Gaza, l'aide humanitaire rentre au compte-gouttes quand elle ne tue pas, et la famine fait des ravages. Jusqu'à quand ?

 **Agnès Levallois** est présidente de l'Institut de recherche et d'études sur la Méditerranée et le Moyen-Orient, autrice du « Livre noir de Gaza » (Seuil, 2024).

**Agnès Levallois** (Spécialiste du Moyen-Orient)

**Jeux**

Découvrir



### Mots croisés mini

Profitez tout l'été de grilles  
5x5 inédites et ludiques,  
niveau débutant

### Mots croisés

Chaque jour une nou  
grille de Philippe Du